

## QIAO YIDE

Vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation (SDRF)

### Jeffry FRIEDEN

Merci beaucoup. Dans les remarques préliminaires de Thierry, nous avons entendu que la scène économique et politique internationale actuelle se caractérise entre autres par ce que certains appellent une « guerre froide émergente » entre les États-Unis et la Chine. Je suppose qu'il est logique que nous vous demandions, Yide, à quoi ressemble la situation à Pékin ou à Shanghai dans votre cas.

### QIAO Yide

Je suppose que tout le monde est d'accord pour dire que le moment est venu de définir l'orientation de l'économie mondiale pour les cinq prochaines années. À cet égard, la Chine peut continuer à apporter sa contribution en suivant trois aspects. Tout d'abord, la Chine devrait maintenir une croissance économique stable. Ces dernières années, la Chine a contribué à hauteur de 30 % à la croissance du PIB mondial. Je me souviens clairement qu'en 2015, lors d'une réunion du FMI et de la Banque mondiale, à l'occasion d'une table ronde, un haut fonctionnaire indonésien avait déclaré que nous souhaitions mettre un terme à la politique d'assouplissement quantitatif. Sa principale préoccupation concernait le ralentissement de l'économie chinoise. En effet, 70 % des matières premières exportées d'Indonésie avaient pour destination la Chine. Il était donc crucial que la Chine maintienne une croissance économique stable. C'est encore le cas. Le taux de croissance en Chine ces dernières années se situe entre 6,5 % et 7 %, mais au dernier trimestre, il est revenu à 6,5 %, soit son plus bas niveau depuis près de huit ans. Il s'agit là d'un grand défi pour la Chine.

Le deuxième aspect de la contribution de la Chine vise à maintenir la stabilité financière en interne et en externe. Au cours des dix dernières années, le ratio d'endettement en Chine a augmenté, en particulier celui des institutions non-financières. Ce ratio s'élève à près de 160 % du PIB, soit l'un des plus élevés. La stabilisation actuelle de ce ratio est un élément positif, mais la Chine doit en faire plus. En externe, la Chine devrait laisser le marché jouer un rôle décisif dans la détermination du niveau du taux de change. Comme vous l'avez mentionné, le plus important est la manière dont la Chine traite l'escalade commerciale avec les États-Unis. Tout le monde sait que la guerre commerciale n'a pas été initiée par la Chine, mais à cet égard également, je pense que la Chine peut en faire plus. En 2001, lorsque la Chine est entrée à l'OMC, son PIB représentait 5 % du PIB mondial et maintenant il atteint 15 %. De ce point de vue, la Chine peut faire plus en termes de réduction des droits de douane, en s'ouvrant davantage aux investissements étrangers. Elle peut également prendre en compte de manière active les plaintes provenant de l'extérieur, pas seulement des États-Unis, mais d'autres pays comme l'Europe et le Japon. Par exemple, elle peut appliquer le principe de neutralité concurrentielle : dans ses relations avec les entreprises, étrangères ou nationales, publiques ou privées, elle doit les traiter de manière équivalente ; le gouvernement chinois s'y est d'ailleurs engagé.

Les subventions industrielles doivent également et évidemment être limitées, transparentes et non discriminatoires. Concrètement, lors de l'octroi de subventions, celles-ci doivent être équivalentes pour toutes les entreprises dans le même secteur industriel. Bien sûr, tout différend ne peut être résolu par une seule partie, mais par les deux parties. Nous verrons ce que l'avenir nous réserve.